



Pouvoir adjudicateur :

**Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Var (CPAM)
TSA 41126
83082 TOULON CEDEX**

Autorité représentant le pouvoir adjudicateur :

JEAN-FRANÇOIS CIVET, DIRECTEUR DE LA CPAM DU VAR

Cahier des **Clauses **T**echniques **P**articulières (C.C.T.P.)**

Objet du marché :

MAP25MAINTXTINFO12

**MARCHE DE MAINTENANCE DES INSTALLATIONS
D'EXTINCTION EN SALLE INFORMATIQUE DES CENTRES DE
LA CPAM DU VAR**

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ | 3 |
| ARTICLE 2. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS | 3 |
| ARTICLE 3. REGLES GENERALES DE MAINTENANCE | 4 |
| ARTICLE 4. OBLIGATIONS DU TITULAIRE DANS LE CADRE DE LA MAINTENANCE | 4 |
| 4.1. Maintenance corrective | 4 |
| 4.2. Maintenance préventive | 4 |
| 4.3. Périodicité des prestations..... | 5 |
| 4.4. Horaires des prestations..... | 5 |
| 4.5. Descriptif des prestations | 5 |
| 4.6. Inspections..... | 8 |
| 4.7. Vérifications semestrielles | 8 |
| 4.8. Vérifications annuelles | 8 |
| ARTICLE 5. CORRESPONDANTS CPAM | 9 |
| ARTICLE 6. CORRESPONDANT DU TITULAIRE | 9 |
| ARTICLE 7. ACCES AUX LOCAUX DE LA CPAM | 9 |
| ARTICLE 8. CONTROLE | 10 |
| ARTICLE 9. NORMES APPLICABLES | 10 |

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de maintenance des installations d'extinction en salle informatique des centres de la CPAM du Var, tels que désignés ci-dessous.

Les prestations de maintenance sont destinées à maintenir les installations dans de bonnes conditions de fonctionnement, d'entretien et de sécurité permanentes.

ARTICLE 2. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations de maintenance s'exécutent aux lieux suivants :

| Nom du Centre | Adresse | Nature de l'exploitation | Catégories |
|---|--|--------------------------|------------|
| CPAM de La Seyne | Rue Baudelaire 83 500 La Seyne sur Mer | W | 5 |
| CPAM de Draguignan | 24 Bd Carnot 83 300 Draguignan | W | 5 |
| CPAM de Brignoles | Rue des déportés 83 170 Brignoles | W | 5 |
| CPAM de Fréjus | Avenue Delattre de Tassigny 83 600 Fréjus | W | 5 |
| Siège CPAM du Var – Immeuble TELO- (nouveau siège) | 267 Boulevard Raynouard 83000 Toulon. | W | 5 |
| CPAM Hyères | 2 Place Théodore Lefebvre 83 400 Hyères | W | 5 |
| CPAM Mésange | Avenue Bartolini | W | 5 |

ARTICLE 3. REGLES GENERALES DE MAINTENANCE

Avant toute intervention de maintenance et dès le début d'exécution de son marché, le titulaire s'engage à établir un état des lieux complet du matériel dont il sera en charge.

En outre, en plus d'établir un état des lieux du matériel, le titulaire fournira un échéancier relatif aux réépreuves des conteneurs.

Le titulaire du marché devra en plus des maintenances réglementaires assurer une veille technique des installations du présent marché.

Les déplacements sur site ne devront générer aucun coût supplémentaire au présent marché.

Les opérations dues à une mauvaise maintenance du prestataire découlant du présent marché, ne devront pas engendrer de devis et ne pourront pas être facturées.

Chaque année, le titulaire proposera un planning prévisionnel des vérifications pour l'ensemble des sites désignés à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 4. OBLIGATIONS DU TITULAIRE DANS LE CADRE DE LA MAINTENANCE

4.1. Maintenance corrective

Les opérations de maintenance corrective doivent être réalisées par un personnel habilité pour intervenir sur le S.S.I. aux niveaux d'accès III ou IV (au sens de la norme NF S 61.931).

Le personnel chargé de la maintenance élémentaire du S.S.I. doit disposer en permanence d'un stock de petites fournitures de rechange correspondant aux différents modèles utilisés telles que lampes, fusibles, vitres pour dispositifs à bris de glace, cartouches de gaz inerte comprimé, etc, conformément aux indications figurant dans la notice d'exploitation et de maintenance du dossier d'identité du S.S.I.

En cas de dysfonctionnements sur le circuit Gaz, et à la suite de l'appel d'un technicien du Service Patrimoine Immobilier (SPI) de la CPAM du Var sur un numéro dédié, le titulaire devra intervenir **dans les 8 heures ouvrées**.

Pour toute autre panne, le titulaire devra envoyer un technicien qualifié à la réparation ou au diagnostic en cas de non possibilité de dépannage, **dans un délai n'excédant pas 24 heures ouvrées**.

La demande d'intervention sera effectuée par téléphone ou par mail.

Le titulaire établira un devis et l'adressera au responsable du suivi de l'exécution du marché. Ce devis sera établi et adressé dans un délai maximum de **5 jours ouvrés** suivant la demande d'intervention. Dès validation expresse du devis et notification au titulaire par la CPAM du Var, un bon de commande formalisera impérativement les travaux, objet du devis.

Les réparations devront être effectuées dans un délai maximum de **10 jours ouvrés** suivant la date d'envoi du bon de commande.

L'organisme se réserve le droit en fonction de l'objet et du montant des travaux hors contrat de mettre en concurrence le devis établi.

4.2. Maintenance préventive

Le personnel chargé d'exécuter les opérations de maintenance du S.S.I. doit-être formé pour intervenir en conformité avec les opérations prévues par le constructeur de chaque équipement.

Les opérations de maintenance doivent faire l'objet d'un enregistrement.

Le chef d'établissement et le Service Patrimoine Immobilier doit être informé de toute opération de maintenance concernant le S.S.I. et de ses conséquences, afin de pouvoir apprécier les mesures compensatrices éventuellement nécessaires.

Tout constat entraînant la nécessité de modifier l'installation doit faire l'objet d'un document écrit soumis au Service du Patrimoine Immobilier (SPI).

La personne chargée de procéder à la modification doit fournir les documents (plans, schémas, notices techniques) permettant la mise à jour du dossier d'identité.

La nature et la périodicité des opérations de maintenance préventive doivent faire l'objet d'une notice concernant l'ensemble des constituants du S.S.I., élaborée par les constructeurs et/ou l'installateur et annexée au dossier d'identité.

Les critères déterminés par le constructeur doivent permettre d'établir selon le cas :

- un échéancier (maintenance systématique) ;
- et/ou un (des) état(s) de dégradation (maintenance conditionnelle) ;
- et/ou des seuils prédéterminés significatifs de dégradation (maintenance prévisionnelle) ; propres à déclencher une (des) action(s).

La maintenance préventive consiste en la réalisation d'opérations d'inspections du ressort de l'utilisateur, et de vérifications périodiques du ressort d'une société de maintenance compétente dans le domaine.

Les travaux de maintenance doivent être exécutés de manière à limiter les périodes de mise hors service de l'installation, à la fois en durée et en étendue.

4.3. Périodicité des prestations

Le titulaire effectuera deux visites par année civile dans le cadre de l'entretien préventif pour chaque site désigné à l'article 2 du présent document.

Ces visites devront être espacées de 5 mois au minimum et de 7 mois au maximum.

Il est précisé que dans un souci de clôture budgétaire aucune visite de maintenance ne sera tolérée au mois de décembre et ce pour la durée totale du marché.

Le titulaire informera le responsable du suivi de l'exécution du marché et le responsable de centre de la date retenue au moins 15 jours avant l'intervention.

4.4. Horaires des prestations

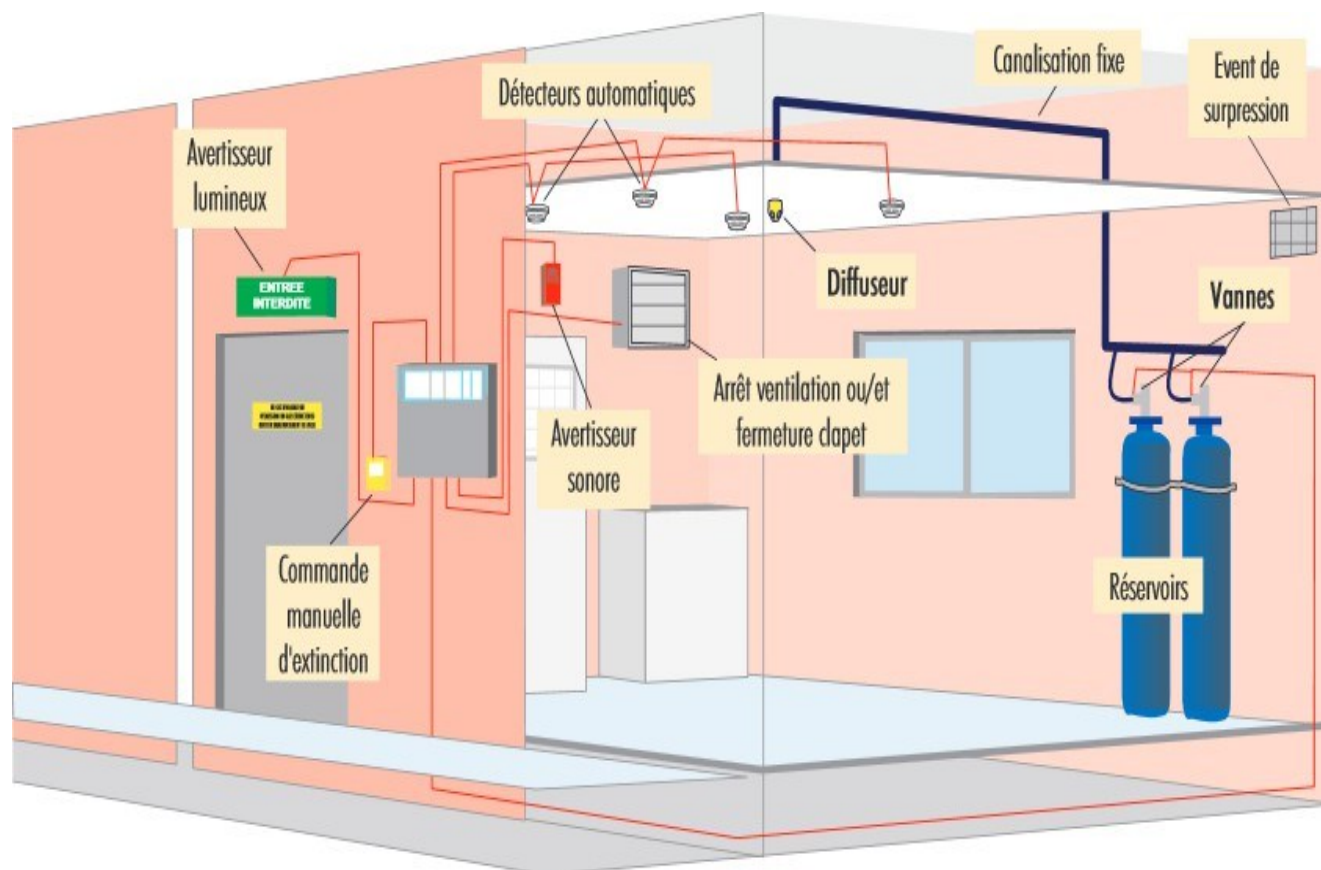
Du lundi au vendredi de 8H00 à 16H00 sans interruption.

4.5. Descriptif des prestations

Les prestations de vérifications et de maintenance sont à réaliser par le titulaire suivant les prescriptions des notices techniques des constructeurs et des normes en vigueur.

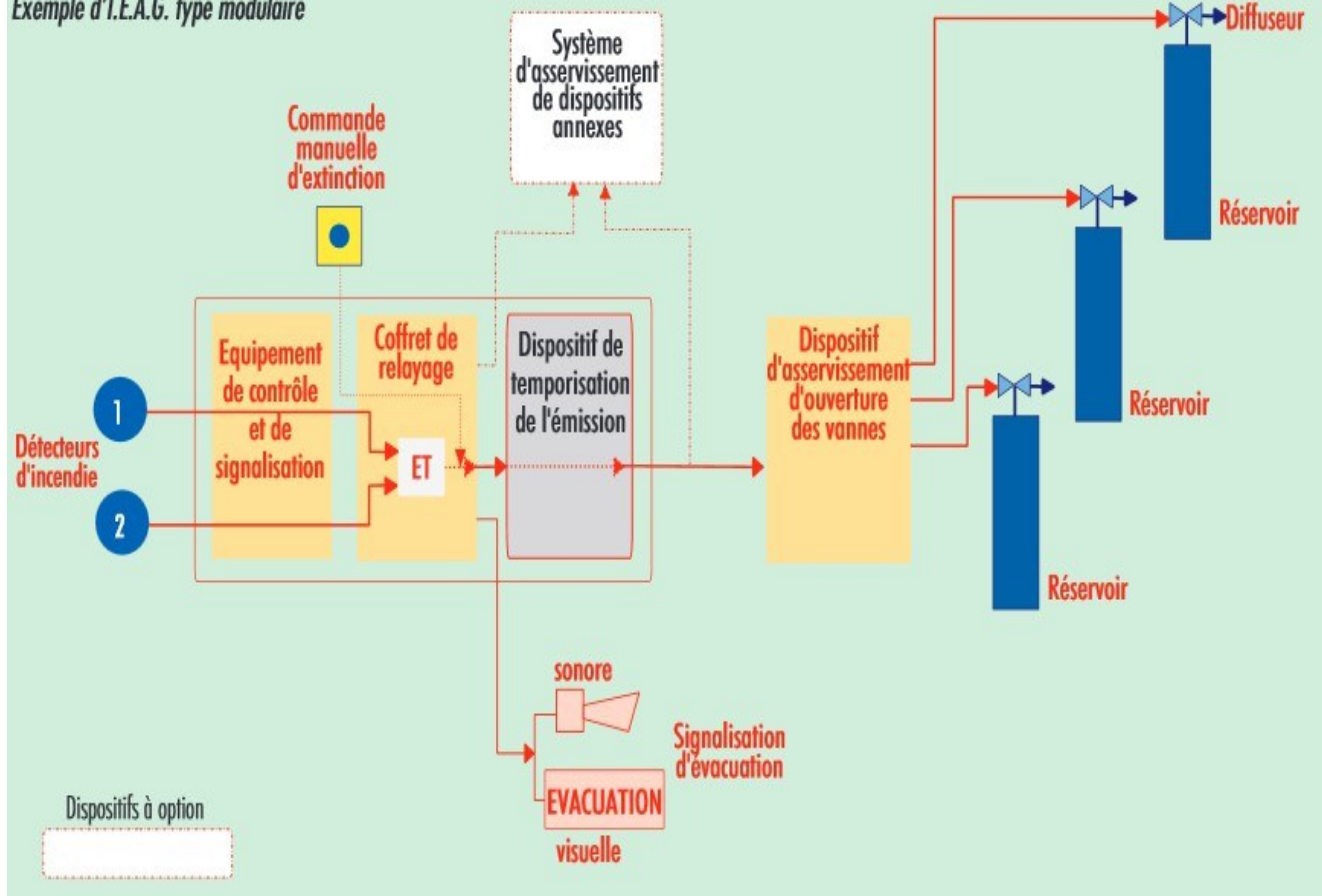
La maintenance du matériel SI, devra être réalisée conformément au code du travail, section 4- Maintenance, entretien et vérifications avec une attention particulière aux articles R.4224-17 du code du travail.

Le type d'installation sur les autres sites est la suivante :



Le mode de fonctionnement est le suivant :

Exemple d'I.E.A.G. type modulaire



Le forfait vérification et maintenance comprend :

- Le contrôle des bouteilles et de la tuyauterie (état visuel des bouteilles et contrôle de la pression) ;
- Le contrôle et le nettoyage des détecteurs (ambiance, faux-plafond et plancher technique) ;
- Le contrôle de la signalisation lumineuse ;
- Le contrôle des déclencheurs manuels ;
- Le contrôle des sirènes ;
- Le contrôle des batteries diverses à chaque visites et remplacement si nécessaire ;
- **Le remplacement des batteries diverses au moins une fois tous les trois ans** avec datage sur la batterie du mois et de la date de l'intervention ou changement dès constatation d'un défaut;
- La fourniture du livret d'entretien : Toutes les visites périodiques doivent être consignées dans le livret d'entretien. Il devra être noté au minimum la nature de l'intervention, la date, l'heure et le nom de la personne qui est intervenue.

L'entreprise doit apprécier les conditions dans lesquelles elle aura à effectuer la prestation et évaluer exactement le matériel concerné par la maintenance.

Lors de la remise du rapport, si le prestataire observe une anomalie dans l'installation ou une non- conformité aux règles APSAD R13, il devra joindre un devis détaillé de remise en conformité des installations à un prix compétitif. La CPAM du Var se réserve le droit de mettre en concurrence le titulaire.

Toujours dans le cadre des prestations dues au titre du forfait, lors de la première visite, le prestataire devra former le personnel technique, les responsables de site et SST aux risques du système, leur donnera les consignes de sécurité et réalisera une présentation de l'installation.

4.6. Inspections

Les inspections doivent être effectuées par du personnel possédant une bonne connaissance du système et ayant reçu une formation appropriée.

Chaque intervenant doit être précisément informé de sa mission.

Elles consistent en un contrôle visuel :

- de l'état de veille du coffret de relaying ;
- de la présence des principaux éléments (coffret de relaying, composants et commandes du système d'extinction, tuyauterie visible) de l'installation ;
- de la zone protégée et de son étanchéité pour s'assurer du maintien de la protection ;
- de la quantité d'agent extincteur ; si une perte > 10% est constatée, le conteneur doit être remplacé ou bien son contenu complété ;
- de la position des vannes.

Les vérifications périodiques doivent être réalisées **au moins une fois par semestre**.

Un bon d'intervention détaillé devra être remis à l'issue de chaque visite.

La fréquence et la nature des vérifications devront tenir compte de l'installation réglementaire et des conditions ambiantes.

4.7. Vérifications semestrielles

Les vérifications et examens spécifiques suivants doivent être effectués :

- Contrôler le bon état de fonctionnement des matériels utilisés pour la mise en œuvre des éléments concourant à l'étanchéité du local protégé ;
- Effectuer un essai fonctionnel du système d'extinction sans émission de gaz et s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de temporisation et d'alarme ;
- Procéder à un examen visuel de la tuyauterie et des diffuseurs pour déterminer leur état. Soumettre à l'épreuve de pression toute tuyauterie présentant des traces de corrosion ou des dommages mécaniques et si nécessaire, la faire remplacer ;
- Vérifier le bon fonctionnement de toutes les vannes directionnelles, si elles existent ;
- Procéder à un examen visuel externe des conteneurs pour détecter toute trace d'endommagement ou toute modification non autorisée ;
- Vérifier les indications relevées sur les manomètres. S'assurer de la pression ou du poids requis. Si une perte de 10% est constatée, faire remplacer ou remplir le conteneur ;
- Vérifier que la nature des matériels et matériaux entreposés est compatible avec l'agent extincteur et des conditions prévues ;
- Vérifier que les conditions d'exploitation de l'alarme et d'intervention sont toujours conformes à l'analyse de risque initiale.

4.8. Vérifications annuelles

L'intégrité du local doit être vérifiée à l'aide de l'essai à l'infiltromètre.

Lorsque la surface totale de fuite mesurée a augmenté par rapport à celle mesurée lors de la vérification de conformité, la performance du système peut être affectée.

Il est nécessaire de prendre toutes dispositions pour réduire la fuite par l'utilisateur.

ARTICLE 5. CORRESPONDANTS CPAM

Les responsables des centres seront communiqués au titulaire du marché à l'occasion de la mise en place des prestations.

Ces personnes responsables de sites, ne seront pas les interlocuteurs du titulaire. Ils permettent l'accès du titulaire aux différents matériels à maintenir.

La personne désignée comme le correspondant technique par le titulaire doit prendre contact, dès la notification du marché, avec le responsable et interlocuteur privilégié de la CPAM du Var : Morgan Bourgogne, Responsable du Service Patrimoine et Immobilier, et M. Anthony Leone, manager opérationnel de la CPAM du Var dont les coordonnées seront communiquées au titulaire du marché.

Ces contacts permettront de préparer la mise en œuvre des autorisations d'accès au site.

ARTICLE 6. CORRESPONDANT DU TITULAIRE

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique qui le représente vis-à-vis de la CPAM du Var pour tout ce qui concerne l'exécution du marché.

Le contrat est placé sous la conduite d'un correspondant technique qui est l'interlocuteur unique et direct. Il est présent sur le site sur convocation de la CPAM du Var et a un pouvoir suffisant pour engager la responsabilité du titulaire. Cette personne ainsi désignée sera joignable afin de permettre le déclenchement d'interventions, le suivi des interventions, la demande de devis, le suivi commercial et financier du contrat.

A ce titre, le titulaire devra communiquer dès la notification de son marché, les coordonnées complètes de ce correspondant technique y compris son adresse email.

Si un portail internet existe afin de suivre les étapes de maintenances, le titulaire devra également fournir les accès dès la signature du marché.

Il est notamment responsable :

- du respect des plannings,
- du contrôle de la qualité des prestations,
- de l'organisation du travail,
- du suivi du contrat de façon générale,
- de l'entretien des installations,
- de la discipline et du respect des consignes par le personnel intervenant.

Tout changement de correspondant et/ou de méthode d'accueil devront faire l'objet d'une communication dans les plus brefs délais à la CPAM du Var et plus particulièrement au responsable du marché.

ARTICLE 7. REGLES D'ACCES AUX LOCAUX

Il convient de se référer à l'article 9.2. du C.C.A.P.

ARTICLE 8. CONTROLE

Toutes les interventions (visites périodiques, travaux divers et dépannages) devront être consignées sur le livret d'entretien ainsi que dans le registre de sécurité du centre concerné (ce document est mis à disposition au niveau de chaque responsable de centre).

De plus, un bon de passage délivré par le titulaire sera signé à la fin de chaque intervention par le titulaire, le responsable du centre et envoyé par le titulaire au Service Patrimoine Immobilier.

Les indications portées sur ce bon concernent la nature et la date de l'intervention et les éventuelles remarques des différentes parties.

Les factures ne seront validées et mises en paiement qu'après réception de ce bon.

ARTICLE 9. NORMES APPLICABLES

- Arrêté du 4 Novembre 1993 ;
- Décret 92-33 du 31 Mars 1992 et circulaire 95-07 du 14 Avril 1995 ;
- Article R-232-1-12 et Article R.232-12-21 du code du travail ;
- Norme EN 12094-1 ;
- Règle APSAD R13 ;
- Emploi et stockage de matières explosives et inflammables / Articles R.4227-22 et 23 du code du travail ;
- Consigne de sécurité incendie / Articles R.4227-37 et 38 du code du travail ;
- Prévention des explosions (risque ATE) / Articles R.4227-42 à 54 du code du travail.

ANNEXE 1 : Livret de sécurité

ANNEXE 2 : Descriptif de la salle informatique_ Siège CPAM du Var – Immeuble TELO (nouveau siège)